félicitant de la part du Souverain Pontife et en son nom. Sur le point en litige, il ajoutait : " Sans avoir aucune intention de censurer qui que ce soit, il peut bien remarquer, dans l'intérêt de la vérité, qu'il y a un point de la plus grave importance pour les évêques ; c'est la nécessité de conformer aux règles et coutumes établies par l'Église la nature et la forme des actes émanant du corps épiscopal : sans quoi on court un très grand danger de rompre l'unité si nécessaire d'esprit et d'action, même dans les démarches par lesquelles on pourrait chercher quelquefois ardemment à l'établir. . . . Maintenant, grâce au parti prudent auquel s'est décidé le personnage qui avait le principal rôle dans cette discussion, il semble qu'il y a lieu de la considérer désormais comme assoupie. . . . "

Effectivement ce beau feu contre *l'Univers* et les classiques chrétiens, feu où les artifices ne manquaient pas, ratait complètement et aboutissait à un fiasco qui fit rire tous les enfants dociles et les amis éclairés de la Sainte Église.

Mais la coterie gallicane-libérale ne se considéra pas comme battue ; elle commença dès lors cette guerre sourde, mais plus audacieuse qui ne finit qu'avec le concile du Vatican. Pour elle le mal, le grand mal, c'était la tenue des conciles provinciaux, contrôlés par le Saint-Siège, le retour à la liturgie romaine, l'abjuration du gallicanisme et du rigorisme ; le point essentiel, le grand devoir, c'était d'empêcher le triomphe définitif de la Chaire Apostolique.

Le premier obus tiré sur la chaire du Vicaire de Jésus-Christ fut un mémoire tout confidentiel, intitulé : *Sur la situation présente de L'ÉGLISE GALLICANE relativement au Droit Coutumier*. L'auteur ne se montra pas ; l'éditeur payant et propageant ne se montra pas davantage. Voici comment les fagoteurs présentèrent leur composition : " On ne peut se dissimuler qu'un changement très notable s'opère en France dans la discipline ecclésiastique. Des usages anciens, dont la conservation paraissait autrefois un privilège avantageux, sont abandonnés dans la pratique ; bien plus, ils sont ouvertement attaqués et presque condamnés. . . On presse dans leur rigueur beaucoup de points de droit commun, auxquels on ne se croyait pas auparavant obligé dans l'Église de France, et on introduit, par tous les moyens, une dépendance plus absolue et plus immédiate, non seulement du Souverain Pontife, mais des congrégations et des tribunaux romains". . . L'archevêque de Reims considéra ce mémoire comme un attentat à la constitution de l'Église ; aussitôt il se résolut à opposer d'abord un contre-mémoire, et pour